

Transformer les partis politiques en outils de démocratie participative

La démocratie est malade en Belgique comme dans d'autres pays européens. Il suffit de voir la montée un peu partout en Europe des mouvements populistes, d'extrême-droite et d'extrême gauche.

Pourquoi ce divorce entre le citoyen et les « politiques » ? Pourquoi cette montée de l'apolitisme quand ce n'est pas de l'antipolitisme au sein de la population, en particulier chez les jeunes ?

Les scandales qui ont éclaboussé un nombre heureusement très réduit de responsables politiques ne sont pas la seule cause ni même probablement la principale cause de ce divorce entre le citoyen et les « politiques ».

L'origine de ce divorce est le sentiment désagréable qu'ont nos concitoyens que leurs élus ne les écoutent pas, ne les entendent pas, ne comprennent pas les problèmes auxquels ils sont confrontés.

Un sentiment en grande partie fondé. **Le milieu politique est de plus en plus un milieu qui ne fonctionne qu'en vase clos.**

La politique n'attire plus et cela se comprend.

La démocratie interne est un leurre dans la plupart de nos partis. Le pouvoir au sein de chacun de ceux-ci est de plus en plus aux mains d'une petite oligarchie, parfois même népotique, qui cadenasse toute expression démocratique au sein du parti, et qui décide de tout, de la constitution des listes pour les élections aux politiques à mener. Le pouvoir de cette oligarchie est renforcé par la loi sur le financement des partis politiques qui est une prime aux dirigeants et aux partis en place.

Comment changer cette situation ? **Comment revivifier notre démocratie ?** Que faire pour que nos décideurs politiques soient informés et concernés par les préoccupations et les demandes de nos concitoyens ? La démocratie participative est souvent présentée comme la solution. Mais en quoi consiste-t-elle ?

C'est au niveau local que la participation citoyenne peut le plus facilement s'organiser. L'exécutif communal peut par exemple associer les citoyens intéressés et concernés à l'élaboration des projets de réaménagement de l'espace public.

La possibilité existe aussi dans la plupart de nos communes pour le citoyen, moyennant certaines conditions notamment de représentativité, de poser directement oralement une question au conseil communal. La participation citoyenne est difficile à mettre en œuvre lorsqu'on s'éloigne du niveau local.

Même si le droit de pétition existe, il mériterait d'être revalorisé. La pratique du référendum est une technique de démocratie directe pratiquée dans beaucoup de pays, tant à l'initiative des gouvernements que des citoyens. C'est une technique (ou sa formule soft qu'est la

consultation populaire) qui devrait exister en Belgique et qui est valable lorsque les questions posées sont claires et bien définies.

En revanche, les formules que l'on entend de plus en plus d'un tirage au sort de tout ou une partie des membres des assemblées ou de la création de conseils consultatifs constitués de citoyens tirés au sort nous semblent devoir être rejetées. Elles consistent à remettre en cause les fondements même de la démocratie et du suffrage universel. Le tirage au sort n'est pas une formule plus démocratique que l'élection ! Elle prive le citoyen de sa capacité et son pouvoir de choisir.

Les partis politiques devraient être les outils privilégiés de la participation citoyenne en concordance avec le principe du suffrage universel.

Ils ne le sont pas ou ils ne le sont plus. La démocratie interne a fort reculé dans les partis politiques par rapport à ce qu'elle était encore en Belgique dans les années 70 ou 80. La démocratie formelle n'y existe même souvent plus. On modifie dans un grand parti politique belge les statuts de ce parti sans même respecter les règles prévues dans ceux-ci pour cette modification !

Les partis politiques ont été créés pour permettre aux citoyens de participer, influencer, diriger la vie politique. Or à l'aube de ce 21^{ème} siècle force est de constater que leur fonctionnement ne permet plus du tout aux citoyens de participer, influencer, diriger la vie politique.

La première des réformes à opérer en matière de participation citoyenne est celle du fonctionnement de nos partis politiques. Elle doit consister à redonner au sein de ceux-ci le pouvoir **aux militants**.

Pour combattre l'apolitisme ambiant nos partis politiques doivent redevenir de grands appareils militants et ouverts où nos dirigeants « se soumettent au jugement et à la sanction » de leurs concitoyens au travers de leurs contacts avec les militants de leur parti et où ceux-ci ont le réel pouvoir de décision final sur les programmes politiques, la confection des listes de candidats aux élections, le choix des dirigeants du parti, le budget du parti, ... (*)

Cela nécessite que les partis se dotent de statuts qui garantissent aux militants ces droits de la section locale au parti national. Au besoin le législateur devra fixer des statuts types et obligatoires.

Des statuts qui imposent en premier lieu le vote à bulletin secret pour toutes les désignations de personne.

Ces droits ne seront effectifs que si les partis politiques sont dotés d'**une personnalité juridique** et cessent d'être des associations de fait.

Il faudra aussi revoir les lois de financement des partis pour que ceux qui sont en place n'aient pas cet avantage considérable dont ils bénéficient aujourd'hui par rapport à d'autres mouvements ou partis plus petits ou « émergents ». Ce financement ne doit pas bénéficier exclusivement aux appareils nationaux des partis mais une partie de celui-ci doit être alloué aux structures régionales et locales des partis en lien avec leurs résultats électoraux. Il doit

aussi être lié à une réelle transparence dans l'usage de celui-ci et être conditionné à l'obligation d'une organisation démocratique des partis.

Nous pourrions à cette fin nous inspirer de notre voisin, l'Allemagne, dont la Constitution spécifie que les partis politiques contribuent « à la formation de la volonté politique du peuple » et où une loi du 24 juillet 1967 impose aux partis politiques que leur organisation interne soit démocratique. A noter qu'en Allemagne les partis politiques n'ont pas pour seules missions de présenter des listes de candidats aux élections ou de contribuer à la formation d'exécutifs aux différents niveaux de pouvoir, ils ont aussi un rôle de formation et d'éducation politique.

Dans une société contemporaine où domine trop souvent un consumérisme politique à court terme, c'est une mission importante et qui doit remettre en perspective ce qu'est l'action politique à savoir la défense de l'intérêt général et sa primauté sur les intérêts particuliers.

Le fondement même de la démocratie est que nos concitoyens aient la possibilité d'influencer l'organisation de notre société et son évolution sociale, politique et économique. Ce défi nécessite que nos concitoyens s'engagent en politique et que lorsqu'ils le font leur parole soit entendue.

Les partis politiques ont été fondés pour assurer le bon fonctionnement de notre démocratie et permettre aux citoyens ayant les mêmes idées de se rencontrer et de se réunir, d'argumenter, d'échanger leurs points de vue, de s'organiser et d'assurer leur représentation et la défense de leurs idées.

Le fonctionnement de nos partis politiques ne répond plus aujourd'hui à cet objectif premier. Les dirigeants de nos partis ont « confisqué » les organes de décision de ceux-ci et se sont assurés par divers types de pression et par la promotion de ceux qui dépendent d'eux pour vivre, qu'aucune « opposition » ne puisse se développer.

Les élus des régions et circonscriptions ne sont pas choisis par les militants. Au mieux, les listes constituées par « en haut » sont soumises à l'approbation à main levée lors de congrès de façade.

Ceux qui ne sont pas d'accord sont « marqués au fer rouge » et ne peuvent plus prétendre à aucune possibilité de faire entendre leur voix. Ils sont mis sur le côté voire « exclus ». Lorsqu'une section locale ne tient pas compte des instructions venues de la direction du parti on réforme la liste qu'elle veut présenter aux élections communales.

Il faut réenchanter la politique. Une démocratie active et solide passe par des partis politiques dont la base militante est réellement représentative d'une part importante de la population et où c'est cette base qui influence les choix des partis et non une minorité de professionnels de la politique (mandataires, attachés de cabinets, employés du parti, ...). Les citoyens doivent pouvoir se réapproprier les choix qui les concernent.

Une attention toute particulière doit aussi être mise sur le népotisme ambiant dans ces partis.

Ce sera à cette condition seulement que nous pourrons garantir la véritable représentation des citoyens et garantir aussi l'indépendance des élus.

Si nos partis politiques ne réussissent pas cette transformation, de nouvelles formations devront émerger **et il faudra assurer la possibilité et la facilité pour ces nouvelles formations d'être créés et de se développer.**

Nous lançons un appel à tous ceux qui veulent le renouveau politique à nous rejoindre !

Mariapaola Cherchi
« Citoyens d'Europe M3E »

Marc Cools
« Uccle En Avant »

Charles-Henri Dallemagne
« Les Démocrates »

(*) Que penser d'un parti politique comme le MR qui acte il y a quelques jours la démission de son Président Olivier Chastel afin qu'il puisse se consacrer à temps plein à sa campagne comme tête de liste pour les élections européennes et qui est remplacé, sans un vote des militants, par Charles Michel ? Ce dernier ne devrait-il pas se consacrer à temps plein à sa fonction de Premier Ministre plutôt que de cumuler celle-ci avec celle de Président de parti ? Que penser du PS dont l'appareil du parti a en son sein un poids considérable et dont le clientélisme politique est une pratique courante ? Ecolo qui se présente régulièrement comme un donneur de leçons n'est pas non plus exempt de reproches. Les décisions s'y prennent de plus en plus en petit comité et des dérogations à leur règle interne d'une limitation à deux mandats consécutifs pour pousser toujours les mêmes sont fréquentes.